LIBYE

Ankara a offert à Kadhafi des garanties pour un exil

La Turquie a offert à Mouammar Kadhafi des «garanties» pour un exil mais le dirigeant libyen contesté n'a pas donné suite à cette proposition, reprenant au contraire le bombardement de l'enclave rebelle de Misrata.

Le colonel Kadhafi «n'a pas d'autre solution que de quitter la Libye, avec une garantie qui lui sera donnée... Nous lui avons donné cette garantie. Nous lui avons dit que nous apporterions notre aide pour qu'il soit envoyé là où il le souhaite», a déclaré le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

«Selon la réponse qu'il nous donnera, nous soumettrons cette question à nos alliés (de l'Otan), mais malheureusement, nous n'avons pas reçu de réponse jusqu'à présent», a-t-il ajouté.

Seul pays musulman de l'Alliance, la Turquie ne participe pas aux raids aériens visant depuis le 19 mars le régime de M. Kadhafi qui refuse de quitter le pouvoir et reste combatif malgré les pressions, les sanctions et l'isolement internationaux. Malgré cette nouvelle tentative de médiation, Tripoli a poursuivi ses attaques contre les rebelles, rouvrant le front de Misrata, cette enclave tenue par l'insurrection à 200 km à l'est de la capitale. Au moins 20 personnes — civils et rebelles — ont ainsi perdu la vie vendredi, et plus de 80 blessées dans un bombardement à la roquette de type Grad, à l'artillerie lourde et aux obus de chars, a dit la rébellion.

Assiégés et pilonnés pendant deux mois, les rebelles avaient réussi à desserrer l'étau de la ville début mai. De son côté, l'Otan, qui a prolongé son mandat de trois mois, jusqu'à fin septembre, a visé jeudi 14 cibles du régime dans cette région.

Des chasseurs britanniques ont eux détruit vendredi quatre chars «cachés dans un verger» près de la ville d'Al-Aziziyah au sud-ouest de Tripoli, selon le ministère de la Défense. Les Tornado et Typhoon de la Royal Air Force ont également bombardé une base militaire à Al-Mayah près de la capitale.

Près de trois mois après le début des opérations de la coalition, sous mandat de l'ONU, le secrétaire américain à la Défense Robert Gates a évoqué un manque d'investissements politiques et militaires de la part des alliés occidentaux de l'Alliance. Ces «lacunes» pourraient «compromettre» l'efficacité de la mission passée sous commandement de l'Otan le 31 mars, a-t-il averti.

La Norvège, qui contribue avec six chasseurs F-16 aux frappes en Libye, a malgré tout annoncé qu'elle mettrait fin à sa participation aux opérations le 1er août, alors que les Pays-Bas vont prolonger la leur de trois mois.

Sur le front humanitaire, trois nouveaux bateaux de migrants partis de Libye sont arrivés sur l'île italienne de Lampedusa avec 667 personnes dont des femmes et des enfants. «Quatre autres bateaux, dont deux en difficulté, vont arriver. Nous préparons une opération pour les secourir», selon les garde-côtes italiens. «Ce sont tous des Africains subsahariens qui arrivent de Libye.» Près de 900 000 personnes ont ainsi pris le chemin de l'exode depuis le début du conflit en Libye qui, lancé le 15 février par une révolte contre le pouvoir, a fait aussi des milliers de morts, selon des agences de l'ONU.

Diplomatiquement, une délégation du gouvernement libyen a été reçue vendredi à Nouakchott par le président Mohamed Ould Abdel Aziz. Président du comité de chefs d'Etat de l'Union africaine chargé de trouver une solution négociée au conflit, il avait déclaré à l'AFP que «Kadhafi ne peut plus diriger la Libye». C'était la première fois qu'un haut dirigeant de l'UA appelait ouvertement au départ du colonel au pouvoir depuis 42 ans, l'UA défendant depuis le début sa «feuille de route» prévoyant un cessez-le-feu et l'instauration d'une période de transition.

SYRIE

La répression ne faiblit pas

Les témoignages sur les exactions du régime de Bachar Al-Assad se multipliaient hier samedi, alors que les forces de l'ordre appuyées par des hélicoptères ont tué au moins 25 civils lors d'énormes manifestations hostiles au régime vendredi à travers le pays.

Près de trois mois après le début de la révolte mi-mars, et en dépit des sanctions et des protestations internationales, le régime semble déterminé à mater dans le sang toute contestation, des agissements qualifiés d'«atroces» par Ankara et «d'effroyables» par la Maison Blanche. Alors que les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU divergent sur l'opportunité d'une résolution condamnant cette répression, la Maison Blanche a affirmé que «la violence et les brutalités» devaient «cesser immédiatement». Les condamnations n'émanaient pas seulement des gouvernements : plus d'une quinzaine de villes à travers le monde, dont Paris, Montréal et New York, se sont associées à une journée mondiale pour la Syrie hier samedi.

Vendredi, la répression a été particulièrement violente à Maaret Al-Nouman, localité proche de Jisr Al-Choughour (nord-ouest), où une dizaine de civils ont été tués par les soldats qui ont tiré sur des dizaines de milliers de manifestants, selon des témoins et des militants. Des témoins et des militants ont raconté que des hélicoptères de l'armée avaient tiré sur la foule à Maaret Al-Nouman. La télévision d'Etat a pour sa part accusé des «groupes terroristes armés» d'avoir attaqué un QG de la sécurité dans cette ville et mis le feu à des récoltes autour de Jisr Al-Choughour. Mais des témoins ont accusé les soldats d'avoir mis eux-mêmes le feu à des champs de blé dans cette zone. «Dans mon village, il y avait 40 maisons, ils l'ont complètement détruit. Même les arbres, même les oliviers, ils les ont brûlés», a raconté à l'AFP une quinquagénaire réfugiée à la frontière turque. «Ils sont venus avec une trentaine de tanks, au total une soixantaine de blindés de la quatrième division. Ils ont tiré avec les tanks et des roquettes (...). Les cadavres sont encore sur place», a déclaré un quadragénaire à propos d'un autre village.

En soutien à Jisr Al-Choughour, dont presque tous les 50 000 habitants ont fui, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté vendredi à l'appel de militants pro-démocratie à travers le pays, des régions kurdes du Nord, aux villes du centre-est Deir Ezzor et Abou Kamal, en passant par la capitale Damas.

Là aussi, le régime a répondu par la force, faisant trois morts à Damas, neuf dans la ville côtière de Lattaquié et deux dans la province de Deraa (sud), épicentre de la contestation, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

En raison des restrictions imposées par le régime, les journalistes ne peuvent circuler librement et les informations sont difficiles à confirmer de source indépendante. Mais plusieurs déserteurs de l'armée, réfugiés à la frontière turque, ont témoigné des exactions commises par leurs unités et de la peur des soldats, «à bout de nerfs» mais menacés de mort en cas d'insubordination. Un jeune appelé, Tahal Al-Loush, a raconté le «nettoyage» d'Ar-Rastan, une ville de 50 000 habitants dans la province de Homs (centre) : «On nous a dit qu'il y avait là-bas des hommes armés. Mais (...) il s'agissait de simples civils. On nous a dit de leur tirer dessus. Quand on rentrait dans les maisons, on mitraillait tout le monde dedans, les grands comme les petits.» «Ils mettent des snipers sur certains points en hauteur (...), et quand les soldats ne tirent pas (sur les contestataires), ils les abattent», a ajouté un autre déserteur, Ahmed Khalef. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, pourtant «un ami» du président syrien, a décrit comme une «atrocité» la répression chez son voisin.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, dont M. Assad a refusé les appels téléphoniques jeudi, a qualifié d'«inacceptable» l'usage de la force militaire contre les civils et s'est dit «profondément inquiet» des violences. La Russie, qui a un droit de veto à l'ONU, s'oppose cependant à une résolution condamnant la répression en Syrie, estimant que cela risque d'aggraver la situation. «Le silence total du Conseil de sécurité face aux atrocités de masse commises contre le peuple syrien encourage le gouvernement syrien à poursuivre sa répression sanglante», a dénoncé hier Philippe Bolopion, directeur de Human Rights Watch à l'ONU. Depuis le 15 mars, la répression du mouvement de contestation a fait plus de 1 200 morts, entraîné l'arrestation d'au moins 10 000 personnes et la fuite de milliers d'autres, selon des ONG. Environ 4 300 Syriens se sont réfugiés en Turquie, et des milliers d'autres étaient massés le long de la frontière, prêts à franchir la ligne de démarcation en cas d'attaque mais hésitant encore à devenir des exilés.

YÉMEN

L'état de santé du président Saleh reste «mauvais»

L'état de santé du président yéménite Ali Abdallah Saleh, blessé dans un attentat et hospitalisé depuis une semaine en Arabie saoudite, est toujours «mauvais», a annoncé hier une source sûre à Riyad, citée par l'AFP.

«Selon les informations dont nous disposons, l'état de santé du président Saleh est toujours mauvais, principalement parce qu'il souffre de problèmes pulmonaires et de difficultés respiratoires», a déclaré la source yéménite en Arabie saoudite, qui a requis l'anonymat. M. Saleh avait été blessé le 3 juin dans un attentat contre la mosquée du palais présidentiel à Sanaâ, qui a fait 11 morts et 124 blessés, parmi lesquels de nombreux hauts responsables du régime. Il avait été transféré le lendemain à Riyad pour y être soigné.

Les autorités yéménites ont assuré que M. Saleh se rétablissait rapidement. Mercredi, un responsable saoudien a aussi déclaré à l'AFP que l'état de M. Saleh était «stable», jugeant «infondées» des informations de presse qui évoquaient alors une détérioration de la santé du président.

M. Saleh, 69 ans, n'est pas apparu en public depuis l'attentat. Plusieurs hauts responsables blessés, en particulier le Premier ministre Ali Mohammed Moujawar et le président du Parlement Abdelaziz Abdelghani, sont également soignés en Arabie saoudite.

«Ils ont été vus à l'hôpital le corps entièrement recouverts de bandages», a ajouté la source yéménite à Riyad.

Au moins 200 personnes ont été tuées au Yémen dans les violences qui ont accompagné le mouvement de contestation entamé en janvier contre M. Saleh, qui dirige le pays depuis 1978 mais refuse de s'effacer.

SOMALIE

Le chef d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est tué à Mogadiscio

Le chef présumé d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est, le Comorien Fazul Abdullah Muhammad, un des acteurs-clés des attentats anti-américains de 1998 à Nairobi et Dar Es-Salaam, a été tué en début de semaine à Mogadiscio au hasard d'un banal accrochage sur un barrage routier.

«Nous avons reçu cette information des autorités somaliennes», a déclaré à l'AFP le chef de la police kényane Mathew Iteere, confirmant des informations d'un haut responsable des insurgés somaliens shebab. «On nous a dit que deux terroristes avaient été tués en Somalie mercredi. Ils ont été identifiés comme Fazul Mohammed et Ali Dere. C'est ce que nous ont dit nos homologues en Somalie», a déclaré hier à l'AFP M. Iteere. «L'un des deux hommes qui a été tué est Fazul Abdullah, que Dieu bénisse son âme», a déclaré à l'AFP un leader des shebab, sous couvert de l'anonymat. «Il est mort, mais il vit encore pour les milliers de moujahidine qui continuent de combattre les ennemis de l'islam», a commenté ce chef jihadiste. Cette information n'avait pas été encore confirmée hier après-midi de source américaine.

Selon les services de sécurité du gouvernement somalien, les deux hommes ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi en périphérie nord de la capitale somalienne lors d'un simple accrochage sur un barrage routier. «Nos forces ont tiré sur deux hommes qui ont refusé de stopper à un barrage. Ils ont tenté de se défendre alors qu'ils étaient cernés», a expliqué à l'AFP un commandant des forces TFG (Gouvernement de transition somalien), Abdikarim Yusuf. «Nous avons récupéré leurs documents d'identité, dont un passeport étranger», a-t-il précisé.

L'incident a eu lieu vers 2h locales dans le corridor d'Afgoye, selon une source sécuritaire régionale. Les deux individus circulaient à bord d'un pick-up, chargé notamment de médicaments et d'ordinateurs portables. Ils se seraient égarés en zone gouvernementale alors qu'ils tentaient de rejoindre les lignes shebab, toujours selon cette même source.

Selon une source somalienne proche de l'enquête, l'étranger était en possession d'un passeport sud-africain, au nom de Daniel Robinson, né en 1971. Le passeport, émis le 13 avril 2009, indique que son détenteur a quitté l'Afrique du Sud le 19 mars pour la Tanzanie, où il s'est vu remettre un visa de séjour, unique visa qui figure dans le document de voyage. L'homme était en possession de 40 000 dollars en liquide et de nombreux téléphones portables. Il venait apparemment de Lower Juba (sud de la Somalie), où il dirigeait un groupe de combattants étrangers sous le nom de guerre «d'Abu-Abdirahman le Canadien», a précisé la même source.

Contrairement à l'usage dans ce genre d'incidents, relativement banal à Mogadiscio, les deux corps ont été collectés par les hommes de la NSA, les services de renseignement somaliens, puis remis aux services américains qui ont procédé à des vérifications d'ADN.

Des photos prises peu après l'incident montrent le corps ensanglanté, gisant sur le dos, face vers le ciel, ainsi que le 4X4 au pare-brise — visiblement blindé — criblé d'impacts de balles. Le visage montre des ressemblances avec les clichés de l'avis de recherche diffusés sur internet par le FBI (Federal Bureau of Investigation) américain. Leader présumé d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est, Fazul Abdullah Muhammad échappait depuis une dizaine d'années à la traque des Américains, qui avaient mis sa tête à prix pour 5 millions de dollars. Il était l'un des acteurs-clés des attentats contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar Es-Salaam, qui ont fait 218 morts en juillet 1998. Il était également impliqué dans les attentats anti-israéliens de Mombasa (sud-est), qui ont fait 15 morts le 28 novembre 2002.

Cette même année 2002, il s'était vu confier la direction des opérations d'Al-Qaïda pour toute l'Afrique de l'Est, selon les services de sécurité américains. Polyglotte, utilisant au moins une douzaine de pseudonymes, le fugitif était expert dans l'art du déguisement et circulait dans toute la région. Il combattait depuis plusieurs années dans les rangs des shebab somaliens, qui ont fait allégeance au réseau Al-Qaïda, et était plus particulièrement en charge des volontaires étrangers.

Les shebab entretiennent le plus grand mystère sur ces unités de jihadistes, composées pour l'essentiel de Somaliens de la diaspora et de ressortissants des pays d'Afrique de l'Est, et qui seraient impliquées dans les nombreux attentats-suicide perpétrés par la milice islamiste. L'unique figure publique de ces jihadistes est Abou Mansour Al-Amriki, Américain d'origine syrienne, qui s'exprime régulièrement et à visage découvert sur les forums islamistes, tandis que Fazul Abdullah est lui toujours resté dans l'ombre.

La mort du Comorien intervient un mois après celle du numéro un du réseau Al-Qaïda, Oussama Ben Laden, tué par un commando américain le 2 mai au Pakistan.

Un autre chef présumé d'Al-Qaïda dans la Corne de l'Afrique, le Kényan Saleh Ali Saleh Nabhan, avait été tué tué en septembre 2009 au cours d'un raid héliporté des forces spéciales américaines dans le sud de la Somalie.